

Chantage dans la mer Noire: les exportations alimentaires ukrainiennes dans des conditions de guerre

Susanne Wengle, Vitalii Dankevych
16th December 2022



Dans le cadre de la guerre en Ukraine, Moscou a cherché à bloquer, limiter et contrôler la capacité de l'Ukraine à exporter des produits agricoles vers les marchés mondiaux. L'outil le plus puissant que le Kremlin a utilisé pour atteindre ces objectifs est le blocus des routes commerciales de la mer Noire et de la mer d'Azov. Tant que les prix des denrées alimentaires sont élevés et que la Russie garde le contrôle des routes commerciales de la mer Noire, Moscou peut utiliser cette mainmise sur les céréales ukrainiennes comme un levier essentiel pour obtenir des concessions dans les négociations avec l'Ukraine et d'autres pays.

Les céréales ukrainiennes et les obstructions russes

Le blocus de la mer Noire et de la mer d'Azov [a commencé](#) avant même l'invasion à grande échelle de l'Ukraine. Le 8 février, la Russie a transféré six grands navires de guerre dans la mer Noire, prétendument pour participer à des exercices militaires, et a ensuite bloqué tous les échanges commerciaux à destination et en provenance des ports ukrainiens. Lors du lancement de

l'invasion le 24 février, les forces russes ont menacé les navires transportant des céréales par des attaques directes et par des mines placées dans les eaux de la mer Noire. Certains ports ont été occupés (Mariupol, Berdyansk, Skadovsk et Kherson) et [d'autres](#) sont visés ou bloqués (Pivdenny, Mykolaiv, Olvia, Odesa, Chornomorsk et Bilhorod-Dnistrovsky). Les forces russes ont endommagé les infrastructures d'exportation et de stockage, y compris de nombreux silos à grains dans tout le pays et les infrastructures portuaires nécessaires pour le transfert des céréales vers les navires, notamment à [l'installation](#) de Nika-Tera à Mykolaiv et au [port](#) d'Odesa.

La Kyiv School of Economics [estime](#) les dommages préliminaires aux infrastructures portuaires à 622 millions de dollars et que le blocus maritime [coûte](#) aux agriculteurs ukrainiens 11,9 milliards de dollars (depuis fin juillet). Plus largement, le blocus russe et les attaques contre les ports ont entraîné des pertes économiques majeures pour l'Ukraine [estimées](#) par le gouvernement à 1,5 milliard de dollars et en augmentation.

Les prix des denrées alimentaires ont fortement augmenté au printemps et en été derniers, menaçant la sécurité alimentaire dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire d'Afrique et d'Asie. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) [prévoit](#) que les prix mondiaux des denrées alimentaires et des aliments pour animaux pourraient augmenter de 8 à 20 % d'ici la fin de 2022 en raison de la guerre. Bien que les prix des denrées alimentaires aient suivi [une tendance](#) à la baisse depuis un sommet historique en mars, ils restent bien au-dessus de ce qu'ils étaient ces dernières années. Les contrats à terme sur le blé et d'autres denrées alimentaires, comme indiqué ci-dessus, ont également réagi par de fortes fluctuations aux événements liés à la guerre.

La Black Sea Grain Initiative (BSGI) : une mesure palliative limitée

Il y a eu un certain nombre de propositions à cette fin; le BSGI négocié par la Turquie a finalement été le plus réussi, qui, dans l'ensemble, a fonctionné comme prévu. Signé par l'Ukraine, la Russie, la Turquie et l'ONU le 22 juillet 2022, le BSGI a [établi](#) les paramètres d'un assouplissement partiel du blocus naval comme moyen pour les cultures vivrières ukrainiennes d'atteindre les marchés mondiaux. L'initiative a partiellement levé le blocus. Il a [ouvert](#) trois ports maritimes ukrainiens (Odesa, Chornomorsk et Pivdenny), permettant l'exportation d'au moins 3 millions de tonnes de produits agricoles chaque mois depuis juillet. Selon une prévision de KSE, les avantages économiques totaux du déblocage des trois ports ukrainiens [s'élèveront](#) à 5,5 milliards de dollars au cours de la saison de croissance 2022-23. Selon le BSGI, les navires exportant des céréales d'Ukraine via la mer Noire sont [protégés](#) par une zone tampon spéciale de 10 milles marins. Pour faciliter et contrôler les termes du BSGI, un Centre de coordination conjoint, a été [créé](#) sous les auspices de l'ONU. La Russie avait été sous la pression des pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord qui ont particulièrement souffert des conséquences du blocus, et de la Turquie, qui a joué un rôle extrêmement important en cajolant la Russie pour qu'elle accepte les conditions du BSGI. L'assouplissement partiel du blocus russe a déjà eu des conséquences économiques importantes. Depuis ce mois-ci, 4 427 voyages ont [transporté](#) plus de 10 millions de tonnes métriques de maïs, de blé, de

tournesol et de colza, de soja et d'autres denrées alimentaires depuis les ports maritimes ukrainiens. Le ministère de la politique agricole et de l'alimentation espère que l'Ukraine pourra exporter environ 4 millions de tonnes de céréales via le corridor céréalier dans les mois à venir (s'il reste ouvert), ce qui se rapproche des exportations d'avant-guerre de 5 à 6 millions de tonnes par mois. La récolte de cette année devrait rapporter environ 55 millions de tonnes de céréales, dont 18 millions de tonnes seront nécessaires en Ukraine. Le PIB de l'Ukraine pourrait [augmenter](#) de 2 % en 2023 si le reste peut être exporté au cours de la saison de croissance de cette année.

Malgré l'augmentation des exportations ukrainiennes via le corridor céréalier, le BSGI est une mesure palliative limitée – une solution “mieux que rien” dans le contexte du contrôle continu de la Russie sur la région de la mer Noire pour au moins trois raisons :

1) La Russie a pu négocier un certain nombre de concessions. Les pays occidentaux ont [accepté](#) de lever (et de ne pas imposer davantage) les sanctions sur le secteur russe de l'agriculture et des engrais en échange du corridor céréalier. L'UE a [modifié](#) les sanctions financières pour permettre le paiement de ces exportations, et les États-Unis ont également exclu le commerce des produits agricoles et des semences de ses sanctions. Cela signifie que la Russie n'est pas confrontée à des restrictions liées aux sanctions sur sa propre récolte abondante, ce qui lui [permet](#) de profiter des prix élevés sur les marchés mondiaux des produits alimentaires.

2) Le premier accord n'était valable que 120 jours et a expiré le 19 novembre. Un nouvel accord de 120 jours a été conclu le 17 novembre. La durée limitée de ces deux accords donne à la Russie la possibilité de renégocier les termes et obtenir de nouvelles concessions de l'Ukraine et de l'Occident. Dans la perspective des négociations de l'accord de novembre, le représentant de la Russie auprès de l'ONU, Gennady Gatilov, a [averti](#) dans une interview à Reuters le 13 octobre 2022 que La Russie “est prête à rejeter le renouvellement de l'accord le mois prochain à moins que ses demandes ne soient satisfaites”. Comme indiqué ci-dessus, la Russie a temporairement suspendu sa participation le 29 octobre. Le retrait temporaire de la Russie fin octobre a également montré la volonté du pays d'utiliser le blocus comme un outil de levier. L'Ukraine s'emploie donc à développer des itinéraires d'exportation alternatifs pour les céréales et autres denrées alimentaires.

3) De surcroît, le BSGI est politiquement fragile. Bien que l'Ukraine et la Russie aient été signataires, elles n'ont pas légalement conclu d'accord entre elles. La Russie et l'Ukraine se sont mutuellement accusées d'avoir violé l'esprit de l'accord. La Russie a [attaqué](#) les infrastructures portuaires d'Odessa quelques jours seulement après la signature de l'accord, un acte largement [condamné](#), y compris par le secrétaire général de l'ONU Guterres, mais sans réelles répercussions pour la Russie. Pendant ce temps, la Russie a [accusé](#) à plusieurs reprises l'Occident de ne pas donner suite aux concessions convenues au régime de sanctions, affirmant que les exportateurs russes d'engrais et de produits alimentaires sont confrontés à des barrières commerciales indues.

Malgré ces problèmes, le BSGI a été une solution importante au problème céréalier de l'Ukraine. Néanmoins, plusieurs millions de tonnes de céréales restent bloquées en Ukraine et la Russie conserve le contrôle de la mer Noire, des négociations et des conditions des corridors céréaliers actuels et futurs.

Routes commerciales alternatives

Au printemps 2022, l'Ukraine a commencé à s'appuyer sur les ports du Danube, malgré leur capacité limitée et le manque d'équipements pour gérer la logistique d'exportation. Le transport de céréales ukrainiennes par voie terrestre s'est avéré tout aussi difficile : l'Ukraine manque de wagons pour transporter de gros volumes de céréales, les entreprises de fret routier n'ont pas assez de camions pour répondre à la demande et le carburant est cher. Un obstacle pour le transport ferroviaire est la différence d'[écartement](#) des voies entre l'Ukraine et l'Europe occidentale, ce qui rend le transbordement coûteux et fastidieux. Les files d'attente aux frontières sont atrocement longues car il y a trop peu de passages frontaliers et les points de contrôle frontaliers ne sont pas encore équipés pour gérer les exportations de céréales. Malgré ces difficultés, l'Ukraine a augmenté ses exportations de produits agricoles par voie terrestre en 3 millions de tonnes dans les huit mois qui ont suivi le début de la guerre. L'UE et l'Ukraine sont en pourparlers pour permettre aux exportations de céréales ukrainiennes de passer par les pays de l'UE et pour améliorer la logistique. Par exemple, un mémorandum a été signé avec Pologne pour le transport de marchandises via les ports de Gdynia et Gdańsk, le gouvernement allemand a annoncé la création d'un «pont ferroviaire céréalier» avec l'Ukraine, et le ministre ukrainien de l'agriculture et le commissaire européen de l'agriculture se sont rencontrés pour discuter des subventions de l'UE et de la logistique commerciale. Les ports d'autres pays, tels que les pays baltes, ont une certaine capacité d'[exportation](#) de céréales ukrainiennes ; cependant, le grain ukrainien doit d'abord leur parvenir. Tout au long de l'été et de l'automne, l'Ukraine a [coopéré](#) avec la Roumanie, la Moldavie, la Lituanie et la Lettonie pour établir des routes d'exportation par voie terrestre, et il est question de la possibilité d'utiliser un certain nombre de ports de la Baltique, de la mer du Nord, de la Méditerranée, et la côte ouest de la mer Noire. Les entreprises agricoles ukrainiennes ont tenté de s'adapter aux conditions de guerre. Les efforts comprennent l'[ouverture](#) d'un hub ferroviaire logistique (avec des voies larges et étroites) à la gare de Chop à Zakarpattia, le développement de nouvelles façons de stocker les céréales (comme dans des manchons en plastique) pour [faire face](#) aux cultures excédentaires, l'[implication](#) des exploitations agricoles privées pour déplacer et stocker les céréales récoltées aussi loin que possible des lignes de front, et une augmentation du nombre de points de contrôle pouvant gérer de grosses expéditions. Afin d'améliorer la logistique d'exportation, l'Ukraine, la [Moldavie](#) et ses voisins de l'UE ont [mis en place](#) un régime commercial temporaire de permis et de franchise douanière pour les exportations alimentaires ukrainiennes vers l'ensemble de la région de l'UE.

Conclusion

Le corridor céréalier, bien qu'important, est un arrangement limité, à court

terme et précaire, car la marine russe peut interdire la nourriture ukrainienne et toutes les autres exportations par voie maritime. Cela constitue des pertes directes réelles et potentielles pour les agriculteurs ukrainiens, l'économie ukrainienne et la sécurité alimentaire mondiale. La capacité de la Russie à étrangler les exportations de céréales ukrainiennes lui donne un effet de levier sur les prix alimentaires mondiaux précisément en raison de graves conséquences économiques et humanitaires, en particulier si la [liste](#) des pays souffrant de malnutrition et de faim continue de s'allonger. La Russie détient un pouvoir énorme sur les prix alimentaires parce que la région de la mer Noire est un contributeur crucial aux marchés mondiaux des céréales. Alors que l'Ukraine et ses partenaires peuvent et doivent renforcer les routes d'exportation alternatives, et qu'un nouvel accord limité a été récemment conclu, tant que le blocus de la mer Noire restera en vigueur, il constituera une opportunité de chantage efficace que la Russie utilisera probablement à l'avenir.

Référence:

Wengle, S. A., and Dankevych, V. (2022). Black Sea Blackmail. UKRAINIAN FOOD EXPORTS IN WAR CONDITIONS. *PONARS Eurasia Policy Memo* No. 786. Format PDF: [Pepm813_Wengle-Dankevych_Nov2022](#)

Susanne Wengle est professeure associée de sciences politiques N.R. Dreux à l'université de Notre Dame.

Vitalii Dankevych est doyen de la faculté de droit, d'administration publique et de sécurité nationale de l'université nationale Polissia, à Zhytomyr, en Ukraine.

Source de l'image: Wikimedia Commons